



**Rapport de la 9^e réunion du Groupe de
travail sur l'avenir de l'Accord international
sur le Café
15 décembre 2020**

Point 1 :	Adoption de l'ordre du jour	2
Point 2 :	Rapport de la 8 ^e réunion du Groupe de travail tenue le 2 septembre 2020 (WGFA-44/20)	2
Point 3 :	Communication du Gouvernement brésilien (WGFA-46/20)	2
Point 4 :	Résultats de l'enquête sur l'Accord international sur le Café	3
Point 5 :	Les prochaines étapes	9
Point 6 :	Questions diverses	10
Point 7 :	Date de la prochaine réunion	10

1. Le Groupe de travail sur l'avenir de l'Accord international sur le Café (GTAAC) s'est réuni pour la neuvième fois le 15 décembre 2020. La présidente, Mme Stefanie Küng (Suisse), a souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié les délégués pour leurs efforts et leur coopération dans le cadre d'un travail virtuel.

2. Les représentants des Membres suivants étaient présents en ligne à l'aide du logiciel Zoom : Brésil, Colombie, Cuba, El Salvador, Fédération de Russie, Honduras, Indonésie, Japon, Kenya, Mexique, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Rwanda, Suisse, et Togo et Union européenne (Allemagne, France et Irlande),

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour figurant dans le document [WGFA-45/20 Rev. 1](#) a été adopté.

Point 2 : Rapport de la 8^e réunion du Groupe de travail tenue le 2 septembre 2020

4. La Présidente a présenté un résumé des travaux du GTFA à ce jour, en particulier le rapport de la dernière réunion figurant le document [WGFA-44/20](#).

5. Le Groupe de travail a pris note du rapport.

Point 3 : Communication du Gouvernement brésilien

6. La Présidente a noté que la communication contenue dans le document [WGFA-46/20](#) a été distribuée aux Membres à la demande du Gouvernement brésilien en préparation de la réunion. Les Membres ont été invités à examiner la soumission faite par le Brésil. La Présidente a invité le délégué du Brésil à faire part de ses commentaires.

7. Le délégué du Brésil a souligné l'importance de l'intégration du secteur privé et de la société civile (troisième secteur) dans l'Organisation internationale du Café. En ce qui concerne le Groupe de travail public-privé sur le café (GTPPC), il a indiqué que deux ans était une période trop courte pour qu'il puisse atteindre ses objectifs.

8. Le délégué de l'Union européenne a convenu que le secteur privé était important pour le renouvellement de l'Organisation, mais qu'il fallait également faire preuve de prudence et prévoir des garanties pour protéger la crédibilité de l'OIC et s'assurer que les actions de l'OIC ne seront pas uniquement prises dans l'intérêt du secteur privé.

9. Le délégué du Pérou a proposé que le système d'intégration du secteur privé prévoie le paiement de cotisations et exclue les acteurs privés du droit de vote afin de maintenir la nature intergouvernementale de l'OIC.

Point 4: Résultats de l'enquête sur l'Accord international sur le Café

10. La Présidente est passée au point 4 "Résultats de l'enquête sur l'Accord international sur le Café" (voir l'annexe ci-jointe). La discussion s'est articulée autour de la présentation préparée par le Secrétariat. Elle a invité le Directeur exécutif à présenter les résultats de l'enquête.

11. Le Directeur exécutif a noté que l'enquête visait principalement à réduire les options pour le nouvel Accord international sur le Café dans le domaine de la gouvernance de l'Organisation, mais qu'elle permettait également aux Membres d'exprimer leur avis sur des questions fondamentales concernant le but et la mission de l'OIC. L'enquête en ligne a été envoyée par courriel aux Membres à trois dates, les 17, 24 et 30 novembre 2020, dans les quatre langues officielles de l'OIC.

12. Le Directeur exécutif a rappelé aux Membres que lors de la 8^e réunion du GTAAC, tenue le 2 septembre, le Secrétariat avait présenté le document de travail [WGFA-43/20: Proposal on the reform of the International Coffee Agreement](#) (Proposition de réforme de l'Accord international sur le Café). Ce document contient une analyse des cadres institutionnels et des processus décisionnels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), les deux seules organisations intergouvernementales où le secteur privé et d'autres acteurs clés sont officiellement intégrés en tant que membres. L'OIC a procédé à une évaluation des modalités et des modèles des autres organes internationaux de produits en vue de rationaliser et d'accroître l'efficacité de la structure institutionnelle et décisionnelle actuelle de l'OIC, à savoir le Conseil international du Café et ses organes consultatifs, leurs fonctions, leur présidence et leur composition, ainsi que les systèmes de vote et de budget. Le Directeur exécutif a noté que la récente enquête sur l'Accord est venu compléter cette analyse montrant la manière dont le secteur privé a été intégré dans les organisations intergouvernementales.

13. Le Directeur Exécutif a indiqué que l'enquête s'articulait autour de trois aspects de l'Accord International sur le Café : A) Structure de gouvernance ; B) Voix et contributions ; et C) Participation du secteur privé. Le Directeur exécutif a donné un aperçu de l'enquête, dans lequel il a souligné les résultats suivants.

A. Structure de gouvernance

- Le Conseil devrait se réunir deux fois par an (76%)
- Fusion des comités (62%)
- Durée du mandat de président et de vice-président du Conseil: un ou deux ans (>50%)
- Fréquence de la Conférence mondiale du Café (48%)

B. Voix et contributions

- Maintenir la distinction entre Membres exportateurs et Membres importateurs (84%)
- Maintenir le système des voix et des cotisations (84%)
- Intégrer (également) la composante VALEUR dans le calcul des voix et des cotisations (79%)

C. Participation du secteur privé

- Envisager une meilleure intégration du secteur privé (81%)
- L'Accord devrait inclure des associations professionnelles et des sociétés individuelles (71%)
- Les demandes des membres du secteur privé doivent être approuvées par les Membres/le Conseil (64%)
- Création d'une nouvelle catégorie d'adhésion 'Secteur' ou 'Affilié' (>50%)

14. La Présidente a invité les participants à formuler leurs commentaires sur les résultats de chaque section de l'enquête, à savoir les sections A), B) et C). Elle a noté que tous les Membres n'avaient pas répondu au questionnaire et que le GTAAC ne devait pas considérer que ces résultats étaient contraignants. Cependant, ils constituent un guide utile pour comprendre les opinions dominantes des Membres et doivent être gardés à l'esprit.

15. Le délégué de l'Union européenne a fait remarquer que certaines questions de l'enquête étaient fermées et qu'il aurait été utile d'être formellement informé des conséquences de chaque choix. Il a souligné l'importance d'une clarification et d'une rationalisation des travaux de l'OIC.

A) Gouvernance – Fréquence des réunions

16. Le délégué du Brésil a soutenu l'option de deux sessions du Conseil international du Café par an. Il a souligné que le Conseil représentait une grande opportunité pour les participants du secteur privé. Il a également fait remarquer que, dans l'avenir post-covid, certaines réunions pourraient continuer à se tenir en ligne, puisque cette modalité avait bien fonctionné en 2020. Il a fait remarquer que l'OIC acquerrait une dynamique différente avec l'intégration du secteur privé.

17. Le délégué de l'Union européenne a rappelé aux Membres les contraintes financières de l'OIC. Bien que deux sessions du Conseil en personne puissent être préférables, il serait peut-être souhaitable de continuer à tenir une session en ligne chaque année. Il a noté l'importance d'une rationalisation du travail de l'Organisation.

18. Le délégué de la Colombie a suggéré que l'OIC donne aux Membres la possibilité de tenir une session du Conseil en ligne et une en personne, mais cela n'a pas besoin d'être précisé dans le texte du nouvel Accord.

19. Les délégués du Japon et du Nicaragua ont également soutenu l'option de deux sessions du Conseil par an.

A) Gouvernance – Mandat du président et du vice-président

20. Le délégué du Brésil a indiqué qu'un mandat de deux ans serait préférable en termes d'efficacité et de préservation des connaissances et il a ajouté que le président devrait avoir une vision politique et avoir son mot à dire sur l'ordre du jour. Il a également souligné que l'Organisation devait avoir une impulsion politique et non bureaucratique.

21. Le délégué du Honduras a souligné que lorsqu'un candidat est proposé par son pays pour occuper le poste de président, il dispose déjà des capacités nécessaires pour exercer ses fonctions, et qu'aucune "période d'apprentissage" n'est donc nécessaire.

22. Les délégués du Brésil, de la Colombie, du Nicaragua, de l'Union européenne, du Japon et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont exprimé leur soutien pour un mandat d'un an, afin d'encourager la rotation et la participation active. Le délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a suggéré "un maximum de deux ans", ce qui permettrait à un président de servir un mandat de deux ans si les deux parties le souhaitent. Le délégué du Nicaragua a souligné que le président devrait piloter l'Organisation avec une vision collective et suivre l'agenda politique du Conseil.

23. Le délégué de la Colombie a suggéré que le rôle du vice-président soit plus actif et mieux défini.

24. La Présidente a noté que certains organes internationaux de produits ont pour pratique de promouvoir automatiquement le vice-président à la présidence l'année suivante et que cela pourrait être envisagé par l'OIC. Le délégué de l'Union Européenne a convenu que ce transfert de charge de vice-président à président après un an pourrait être un bon compromis.

A) Gouvernance – Fusion des comités

25. Le délégué de l'Union européenne a déclaré que, par souci d'efficacité, il serait préférable de réduire le nombre de comités. La déléguée du Japon a souscrit à la fusion des comités.

26. Le délégué du Nicaragua a indiqué que, bien qu'une rationalisation soit importante, il fallait veiller à préserver la participation interactive des Membres.

27. En ce qui concerne les comités, le délégué de la Colombie a estimé qu'il valait mieux en avoir moins mais qu'ils devaient représenter la diversité des Membres de l'OIC.

A) Gouvernance – Fréquence de la Conférence mondiale du Café

28. En ce qui concerne la fréquence de la Conférence mondiale du Café, la déléguée du Japon a déclaré que la formulation actuelle devrait être maintenue afin que cette manifestation puisse être organisée de manière flexible.

B) Voix et contributions

29. Le délégué de la Colombie a exprimé des inquiétudes quant à l'utilisation d'une composante "valeur" dans le calcul des voix et des contributions. Il a déclaré que la Colombie ne soutiendrait pas un système qui pénaliserait les planteurs qui produisent un café de haute qualité avec des coûts de production élevés et de faibles marges.

30. Le délégué de l'Union européenne a estimé qu'il était très important d'examiner des scénarios concrets lors de la discussion de sujets importants tels que les contributions et les voix. Afin de prendre des décisions éclairées, les Membres doivent être conscients des conséquences de l'adoption de chaque critère.

31. La déléguée du Japon a souligné qu'il y avait une contradiction dans les réponses des Membres : alors que 84% des Membres ont voté pour ne pas changer la méthode actuelle de calcul des voix et des contributions (sur la base du volume des importations et des exportations), 79% souhaitent inclure la valeur des importations et des exportations dans ce calcul

32. En réponse à ces points, la Présidente a demandé au Secrétariat de produire des scénarios montrant les conséquences d'un changement de la méthode actuelle de calcul des voix et des contributions.

33. Le Directeur exécutif a noté qu'il demandera à l'équipe des statistiques de l'OIC de préparer une note technique et des scénarios incluant la valeur comme critère ; cela ne devrait pas être un problème technique insoluble. En outre, le fait d'avoir plus d'un critère aiderait à stabiliser les parts des contributions dans le temps. Le Directeur exécutif a noté que le Secrétariat n'avait aucune préférence concernant les modalités des contributions ; c'est une question de commodité pour les Membres.

34. Le délégué du Brésil a soutenu la position de la Colombie et a ajouté que le calcul des voix et des contributions devrait être simplifié autant que possible et que les différents scénarios devraient également en tenir compte. La déléguée du Japon s'est déclarée favorable au maintien de la méthode de calcul actuelle, car le volume des exportations et des importations est le critère le plus concis pour le calcul.

C) Intégration du secteur privé

35. Le délégué du Brésil a souligné l'importance pour l'OIC de préserver son caractère d'organisation intergouvernementale et sa gouvernance. Cependant, il a également souligné que les associations d'agriculteurs représentent une partie importante du secteur privé et devraient être intégrées dans l'Organisation. Il a estimé que des associations professionnelles et des sociétés individuelles devraient également être incluses. Il a noté que le rôle principal du secteur privé serait de contribuer aux débats et de formuler des propositions, plutôt que de financer les activités de l'OIC. En outre, les contributions devraient être approuvées par le Conseil dans le but de ne pas donner la priorité à un pays ou à une région.

36. Le délégué de la Colombie a déclaré que la prise de décision et le contrôle de l'ordre du jour devraient rester entre les mains des gouvernements et du Conseil.

37. Le délégué de l'Union européenne a encouragé le Secrétariat à préparer des scénarios sur la manière dont l'intégration du secteur privé pourrait fonctionner.

38. Le délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a déclaré qu'il était nécessaire d'engager un dialogue avec le secteur privé et d'établir si et comment il souhaitait s'engager avec l'Organisation. Le délégué du Nicaragua a soutenu cette position.

39. Le Directeur exécutif a déclaré que les Membres devaient réduire les options d'intégration du secteur privé avant d'aller de l'avant.

40. Le délégué du Mexique a souligné l'urgence d'une décision sur la manière d'intégrer le secteur privé.

41. Le délégué de la Fédération de Russie a convenu que le secteur privé devrait être inclus, mais il a souligné qu'il était de la responsabilité des Membres de financer toutes les activités de base. De plus, il devrait y avoir un statut séparé pour le secteur privé en tant qu'entité qui fait des recommandations au Conseil.

42. La déléguée de l'Indonésie a encouragé le Secrétariat à dresser une cartographie des avantages d'une adhésion à l'OIC pour le secteur privé. Elle a souligné l'importance de la participation des agriculteurs à ce type d'organisme. Elle a suggéré que les contributions du secteur privé ne devraient pas être obligatoires et devraient être intégrées par un système de contributions directes aux activités de l'Organisation.

43. La déléguée du Japon a demandé qu'avant d'envisager la création d'une nouvelle catégorie de Membres, il convenait de définir dans le détail les activités auxquelles se joindrait le secteur privé, le rôle du secteur privé ainsi que les avantages pour l'OIC et le secteur privé. En outre, elle a demandé que le Secrétariat distribue aux Membres toutes les réponses aux questions ouvertes sur l'enquête.

44. Le délégué de la Colombie a proposé la création d'un petit sous-groupe qui travaillerait avec le Secrétariat pour consulter le secteur privé par le biais d'une enquête distribuée parmi l'industrie, les associations de producteurs et la société civile.

45. La Présidente a souscrit à la proposition de la Colombie et a exprimé sa disponibilité à soutenir le Secrétariat dans la mise en place de ce sous-groupe.

46. Le délégué du Brésil a souligné qu'avant de faire appel au secteur privé, les Membres devraient définir les modalités de son intégration dans les travaux de l'Organisation. En outre, il a suggéré d'inviter à la prochaine réunion du GTAAC le Président du Comité consultatif du secteur privé (CCSP), M. Anil Bhandari (Indian Coffee Trust), afin qu'il donne son avis sur les idées du secteur privé sur la manière dont il serait disposé à participer et sur les raisons d'une telle participation. Il a également demandé au Secrétariat d'étudier comment le secteur privé était intégré dans d'autres organisations internationales, telles que l'Organisation maritime internationale et la Commission baleinière internationale, en termes de contributions et de réglementation.

47. Le délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a invité les participants à réfléchir aux raisons pour lesquelles, contrairement au CCSP, le GTPPC répond aux attentes des

Membres de l'OIC. Il a suggéré que ces raisons pouvaient être trouvées dans les approches différentes des deux organismes ; alors que le secteur privé a le pouvoir et les responsabilités au sein du GTPPC, ce n'est pas le cas au sein du CCSP. Il a conclu que le secteur privé était disposé à jouer un rôle significatif dans l'Organisation.

48. Le Chef des opérations a réitéré que le Conseil devait fixer des garanties (sauvegardes) pour s'assurer que l'intégration du secteur privé ne menacera pas la nature intergouvernementale de l'Organisation. Il a ajouté que la participation des associations d'agriculteurs devrait être explicitement mentionnée car elles sont les acteurs clés de la chaîne de valeur du café.

49. La Présidente a conclu qu'elle allait immédiatement commencer à travailler avec le Secrétariat pour définir le travail du sous-groupe, sur la base de la proposition faite par la Colombie et des manifestations d'intérêt à la participation faites pendant la réunion en cours. Elle informera le GTAAC de l'avancement des travaux lors de la prochaine réunion.

Point 5: Les prochaines étapes

50. La Présidente a résumé les prochaines étapes convenues sur la structure de gouvernance, les voix et les contributions, et la participation du secteur privé.

A) Structure de gouvernance

51. Le Conseil continuera à se réunir deux fois par an, avec la possibilité de tenir une réunion en ligne.

52. Le Secrétariat proposera un cadre de référence pour les différentes options de fusion et de rationalisation des comités.

53. En ce qui concerne la durée du mandat du président et du vice-président du Conseil, la Présidente du GTAAC a noté qu'une discussion plus approfondie était nécessaire sur la suggestion que le vice-président soit davantage impliqué et/ou automatiquement promu au poste de président du Conseil après un an.

54. En ce qui concerne la fréquence de la Conférence mondiale du Café, l'option consistant à maintenir la flexibilité de la formulation actuelle a été jugée optimale.

55. La Présidente a demandé au Secrétariat de prendre note des prochaines étapes.

B) Voix et contributions

56. La Présidente a fait remarquer que, bien que les résultats de l'enquête indiquent qu'une majorité préférerait utiliser la "valeur" comme élément de calcul des voix et des contributions, après des débats approfondis en réunion, elle a demandé au Secrétariat de préparer des scénarios pour la prochaine réunion. Cependant, la Présidente a noté que, pendant la réunion, de nombreux Membres ont exprimé leur réticence à changer le système actuel de calcul des voix et des contributions.

C) Participation du secteur privé

57. La Présidente a invité le Chef des opérations à présenter ses vues concernant le processus d'intégration du secteur privé dans l'Accord et l'Organisation.

58. Le Chef des opérations s'est déclaré opposé à la création d'un autre groupe de travail et a suggéré, à la place, sur la base d'une pratique courante dans le système multilatéral, de créer un sous-groupe qui permettrait aux Membres intéressés de s'engager dans des consultations informelles avec le secteur privé et de faire rapport au GTAAC.

59. Les délégués du Brésil, de la Colombie, de l'Union européenne, du Mexique, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Pérou ont exprimé leur volonté de faire partie du sous-groupe.

60. La Présidente a déclaré qu'elle aura une conversation téléphonique avec le Secrétariat et le délégué de la Colombie pour discuter de la manière de mettre en place un tel sous-groupe. Tout autre Membre intéressé à participer a été invité à contacter le Secrétariat.

Point 6: Questions diverses

61. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Point 7: Date de la prochaine réunion

62. Le Directeur exécutif a noté que la prochaine réunion du GTAAC se tiendrait le 11 février 2021.